

Unité départementale de la Vendée
Cité administrative TRAVOT
10 rue du 93ème RI - Bât A2
85000 Roche sur yon
ud85.dreal-paysdelaloire@developpement-durable.gouv.fr

La Roche sur Yon, le 18 novembre 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/10/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SPBI

Parc d'activités de l'Éraudière
34 rue Eric Tabarly - CS 30045 BP 45
85170 DOMPIERRE SUR YON

Références : D22.0488

Code AIOT : 0006301017

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/10/2022 dans l'établissement SPBI implanté ZI Les Mares BP 66 85270 ST HILAIRE DE RIEZ. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SPBI
- ZI Les Mares BP 66 85270 ST HILAIRE DE RIEZ
- Code AIOT : 0006301017
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- Icd : Non

La société SPBI – Chantiers BENETEAU exploite une usine de fabrication d'éléments pour la construction de bateau essentiellement en bois, et une plateforme logistique en pièces détachées sur la commune de Saint Hilaire de Riez. Elle bénéficie d'un arrêté préfectoral du 30/06/2000.

La visite a porté sur le bâtiment B d'expédition et de vernissage, l'aire extérieur de transit des déchets, le bâtiment A de contre-plaqué, le bâtiment E de fabrication de bois moulés collés et le magasin de pièces détachées.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- registre des déchets
- dernières analyses environnementales
- consommation d'eau
- justificatif des moyens incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
3	Registre déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Consommation de l'eau	Arrêté Préfectoral du 30/06/2000, article 4.2.2	/	Sans objet
5	Attestation élimination déchets	Code de l'environnement du 18/10/2022, article R541-48-4.I	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Rubriques de classement	Arrêté Préfectoral du 30/06/2000, article 1.2	/	Sans objet
4	Déchets - Tri 5 flux	Code de l'environnement du 18/10/2022, article D543-281	/	Sans objet
6	Contrôles des rejets d'eaux	Arrêté Préfectoral du 30/06/2000, article 4.5.4	/	Sans objet
7	Moyens de lutte incendie	Arrêté Préfectoral du 30/06/2000, article 8.2.2.1	/	Sans objet
8	Plan de gestion des solvants	Arrêté Préfectoral du 30/06/2000, article 5.4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La situation administrative du site a beaucoup évolué depuis la dernière autorisation avec enquête publique. En effet, le site a cessé diverses activités, et s'est spécialisé dans la fabrication et la logistique de pièces pour l'aménagement des bateaux produits sur d'autres usines du groupe. Les critères de classement devraient en conséquence être précisés par l'exploitant.

La traçabilité des déchets ne respecte pas les dispositions de de l'arrêté ministériel du 31/05/2021. Sur ce point, l'inspection propose de mettre le site en demeure.

Le bilan annuel de gestion des solvants est correctement rempli et permet une vision des mesures de réduction des émissions de composés organiques volatiles engagées depuis plusieurs années.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rubriques de classement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/06/2000, article 1.2
Thème(s) : Situation administrative, classement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée :

Article 1.2 - Liste des installations répertoriées dans la nomenclature Cet établissement abrite les installations et activités visées à la nomenclature des installations classées et énumérées dans le tableau ci-après avec correspondance des anciennes rubriques.
<p>Constats : Le site de Saint Hilaire de Riez s'est spécialisé depuis plusieurs années dans la fabrication d'éléments en bois pour l'aménagement interne des bateaux fabriqués par le groupe Beneteau, et dans la logistique de pièces.</p> <p>Les activités relevant d'un régime d'autorisation ou d'enregistrement restent toutefois le travail du bois (2410 – 10 machines à commandes numériques) et l'application de vernis et colles (2940 – 2 cabines de vernissage).</p> <p>Un courrier préfectoral du 12/07/2017 a acté la suppression des activités suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - n° 1212 (stockage de peroxydes), - n° 1432 (stockage de liquides inflammables), n° 1412 (stockage de gaz propanes) - n° 1418 (stockage d'acétylènes). <p>Lors de cette inspection, l'entrepôt logistique de pièces détachés accolé au site autorisé a été visité. Il apparaît que celui-ci ne relève pas d'un classement sous la rubrique entrepôt (1510). En effet, la quantité de matières combustibles y est inférieure à 500 tonnes (sa surface fait environ 3800 m²).</p> <p>Observations : L'exploitant tiendra à disposition de l'inspection les capacités maximales des activités exercées sur son site au regard des rubriques de classement.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> <p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 2 : Consommation de l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/06/2000, article 4.2.2
Thème(s) : Autre, eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>4.2.2. - Consommation de l'eau</p> <p>L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement et l'exploitation des installations pour limiter la consommation en eau.</p> <p>La réfrigération des installations en circuit ouvert est interdite.</p> <p>Les volumes consommés sont consignés mensuellement sur un registre, tenu à disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Les consommations maximales sont de 2 300 m³/an.</p> <p>Constats : L'exploitant dispose de 7 compteurs d'arrivée d'eau potable répartis sur son site. Il tient un registre des consommations, et le contrat avec le gestionnaire externe permet également un suivi des consommations anormales.</p> <p>Outre les besoins sanitaires, l'eau prélevée ne sert que pour des opérations de nettoyage d'engins, pour la préparation de colles blanches ou pour des besoins en maintenance ou tests incendie. En 2021, la consommation était de 2 783 m³, dont 2000 m³ pour les besoins sanitaires.</p> <p>Cette consommation est légèrement supérieure à celle fixée dans l'arrêté préfectoral. En attendant que l'exploitant justifie cette augmentation au regard des évolutions intervenues sur le site depuis son arrêté préfectoral de 2000, ce point est noté en susceptible de suite.</p> <p>Observations : L'inspection souligne que le réseau de sprinklage a été vidangé sur la période de mai-juin 2022 en raison d'un doute sur une éventuelle fuite. La cuve associée au sprinklage a ensuite été remplie en 4 heures environ avec un volume de 366 m³. Le prestataire externe de gestion de l'eau a bien signalé une surconsommation excessive suite à cette opération.</p> <p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p> <p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 3 : Registre déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2
Thème(s) : Autre, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants.

Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :

a) Concernant la date de sortie de l'installation :

- la date de l'expédition du déchet ;

b) Concernant la dénomination, nature et quantité :

- la dénomination usuelle du déchet ;
- le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;
- s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;
- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;
- la quantité de déchet sortant en tonne ou en m3 ;

c) Concernant l'origine du déchet :

- l'adresse de l'établissement ;
- l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;

d) Concernant la gestion et le transport du déchet :

- la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;
- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;

e) Concernant la destination du déchet :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ;
- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;
- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;
- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.

Constats : L'exploitant dispose d'un registre informatisé de suivi des déchets. Ce registre doit être complété avec quelques informations complémentaires demandées par l'arrêté ministériel du 31/05/2021.

Les principaux déchets sont les déchets de bois qui représentent 90 % du tonnage. Les autres déchets sont des cartons, des plastiques, des tous venants, des eaux d'encollage.

Les déchets dangereux ne représentent qu'une faible quantité.

Le registre est scindé en deux documents : un tableur présentant 1 ligne par enlèvement de déchets, et un tableur avec les renseignements concernant les prestataires.

Les informations figurant sur ces registres sont insuffisantes pour assurer la traçabilité imposée par l'arrêté ministériel du 31/05/2021. Par exemple, sur la période de septembre, les déchets non dangereux ont été pris en charge soit par « Paprec », soit par « Piveteau ». Toutefois, le groupe Paprec dispose de plusieurs sites différents, et il est impossible de faire le lien avec le site Paprec qui aura effectivement pris en charge les déchets.

Le transporteur associé à un enlèvement ne figure pas sur ce registre (seul le type de conditionnement et la facturation apparaît sur le tableur).

Un des tableurs n'est pas complet sur les numéros de récépissé de déclaration de transport de déchets pour certains prestataires.

Pour les déchets de bois, l'exploitant devra vérifier que son partenaire Piveteau dispose bien des

autorisations nécessaires. En effet, ce partenaire dispose de plusieurs sites en Essarts-en-Bocage et aucuns d'eux ne semblent autorisés à réceptionner des déchets de bois en lamellé collé. Enfin, la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ne figure pas dans les registres déchets non dangereux (il n'y est que pour les déchets dangereux).

Les écarts relevés étant conséquents, l'inspection considère ce point de contrôle comme non conforme et propose une mise en demeure.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Déchets - Tri 5 flux

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 18/10/2022, article D543-281

Thème(s) : Autre, Déchets

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Article D543-281

Les producteurs ou détenteurs de déchets trient à la source les déchets de papier, de métal, de plastique, de verre, de bois, de fraction minérale et de plâtre entre eux et par rapport aux autres déchets.

Par dérogation aux dispositions du précédent alinéa, les déchets appartenant à la catégorie des déchets de papier, de métal, de plastique, de verre, de bois et de fraction minérale peuvent être conservés ensemble en mélange, pour tout ou partie des flux, dès lors que cela n'affecte pas leur capacité à faire l'objet d'une préparation en vue de leur réutilisation, d'un recyclage ou d'autres opérations de valorisation conformément à la hiérarchie des modes de traitement, définie à l'article L. 541-1 du présent code. La valorisation des déchets ainsi collectés conjointement présente une efficacité comparable à celle obtenue au moyen d'une collecte séparée de chacun des flux de déchets.

Lorsque certains déchets de papier, de métal, de plastique, de verre, de bois, de fraction minérale et de plâtre ne sont pas traités sur place, leurs producteurs ou détenteurs organisent leur collecte séparément des autres déchets pour permettre leur tri ultérieur et leur valorisation.

Sur demande de l'autorité compétente ou du représentant de l'Etat, tout producteur ou détenteur de déchet visé par la présente section et par la section 13 du présent chapitre est tenu de réaliser un audit par tiers indépendant, afin d'attester du respect des obligations prévues par la présente section ou par la section 13 du présent chapitre. Cet audit est réalisé dans un délai de deux mois. Le rapport d'audit est transmis dans un délai de quinze jours à l'autorité compétente ou au représentant de l'Etat.

Constats : L'inspection a constaté que le site disposait de différentes bennes adaptées à la collecte séparative des déchets, et l'exploitant dispose de contrat avec des prestataires.

Le parc à déchets interne au site dispose de bennes étiquetées et adaptées aux déchets collectés dans les ateliers.

L'inspection a pu examiner un exemple d'attestation de tri 5 flux établie le 24/05/2022 par la société PAPREC pour les déchets de cartons et plastiques.

Observations : L'exploitant doit rester attentif à la qualité du tri effectué dans les ateliers par les opérateurs. En effet, l'inspection a constaté la présence de déchets « attachés » à du bois pouvant nuire à la valorisation ultérieure (présence de carton agrafé par exemple).

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Attestation élimination déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 18/10/2022, article R541-48-4.I

Thème(s) : Autre, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article R541-48-4 I.-Les producteurs des déchets non dangereux qui ne sont pas pris en charge par le service public local de gestion des déchets ne peuvent faire procéder à leur élimination dans des installations de stockage et d'incinération de déchets non dangereux non inertes que s'ils justifient respecter les obligations de tri prescrites par les articles L. 541-21-1, L. 541-21-2, L. 541-21-2-1 et L. 541-21-2-2. A cette fin, est transmise chaque année à l'exploitant de l'installation une attestation sur l'honneur signée par les représentants légaux des producteurs de déchets concernés comprenant : 1° La liste de leurs obligations de tri ; 2° La description des éléments de nature à démontrer le respect de ces obligations et notamment la liste des collectes séparées mises en place et les consignes de tri associées. L'attestation sur l'honneur du producteur de déchets est transmise, préalablement à la réception de tout déchet pour l'année en cours, par ce producteur ou, lorsque les déchets sont apportés à l'installation par un autre détenteur que celui-ci, par ce dernier. Constats : Les déchets de bois issus de la fabrication sont majoritairement expédiés chez la société PIVETEAU en vue d'une valorisation énergétique selon l'exploitant. Il s'agit de déchets de bois stratifiés, pouvant contenir de la colle et du vernis (non halogéné). L'exploitant n'a toutefois pas été en mesure de fournir l'attestation prévue par l'article R541-48-4 du code de l'environnement. Cette disposition n'étant applicable que depuis le 1er janvier, le point est noté en susceptible de suites et fera l'objet d'un contrôle ultérieur.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Contrôles des rejets d'eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/06/2000, article 4.5.4
Thème(s) : Risques chroniques, eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : 4.5.4. - Eaux pluviales Les eaux pluviales collectées sur le site doivent respecter les caractéristiques et les valeurs limites suivantes après avoir été débarrassées des débris solides : - température inférieure à 30° C, - pH compris entre 5.5 et 8.5, - MES inférieures à 100 mg/l pour un flux maximum journalier de 15 kg/j et 30 mg/l au-delà, - DCO inférieure à 300 mg/l si le flux journalier n'excède pas 100 kg et 125 mg/l au-delà de cette limite, - Indice de phénol inférieur à 0,3 mg/l, - Hydrocarbures totaux inférieurs à 10 mg/l en cas de rejet dépassant 100 g par jour. Pour respecter ces objectifs, un appareil débourbeur-séparateur d'hydrocarbures est installé en tant que de besoin sur le réseau concerné. Constats : L'arrêté préfectoral n'impose aucune fréquence de surveillance sur les rejets d'eaux pluviales du site. Toutefois, l'exploitant a réalisé une analyse le 31/01/2022 sur ses 3 points de rejets ne montrant aucune anomalie. Pour mémoire, le site ne génère aucun rejet d'eau industrielle. Observations : En plus de ces contrôles portant sur les eaux pluviales, l'exploitant réalise également des analyses portant sur ses eaux résiduelles.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Moyens de lutte incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/06/2000, article 8.2.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : 8.2.2.1. - Le dispositif de lutte contre l'incendie comprend des poteaux normalisés (NFS 61.213) dont le nombre et la disposition sont déterminés en concertation avec le service départemental d'incendie et de secours. Ils sont réceptionnés par le service départemental d'incendie et de secours. A défaut de mise en place d'un tel équipement, des mesures de substitutions sont étudiées et mises en place en accord avec ce service.
Constats : Le site dispose de 2 poteaux incendie interne, et de 2 poteaux incendie externes. Les poteaux incendie internes sont alimentés par une canalisation dédiée (débit mesuré de 143 m ³ /h par la SAFE le 31/12/2021). Ce site est répertorié par le SDIS et dispose d'un plan « ETARE ». Les bâtiments sont majoritairement sprinklés (à noter que le sprinklage est renforcé dans l'entrepôt logistique).
Observations : L'inspection souligne que le dimensionnement des moyens de lutte contre un incendie devra être révisé selon un référentiel récent (type D9) à l'occasion d'un futur dossier de modification.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Plan de gestion des solvants

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/06/2000, article 5.4
Thème(s) : Risques chroniques, Air
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'article 5.4 est remplacé par la disposition suivante : « L'exploitant établit un plan de gestion de solvants une fois par an, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation, les quantités et teneurs en solvants de tous les produits consommés, agents de dilution ou solvant de nettoyage, les quantités de solvants de nettoyage récupérées et celles éventuellement vendues, les quantités de solvants sous forme de déchets ou de produits de récupération destinés à l'élimination Ce bilan de la consommation de solvants utilisés associé au schéma de maîtrise des émissions permet de déterminer les quantités de solvants émis dans l'atmosphère. Dès lors que la consommation annuelle est supérieure à 30 tonnes, ce plan de gestion est transmis annuellement à l'Inspecteur des Installations Classées, accompagné des actions visant à réduire la consommation de solvants ».
Constats : Le plan de gestion des solvants est transmis annuellement à l'inspection. Ce plan fait également apparaître les mesures de réduction des émissions à l'échelle du groupe. Sur le site, l'exploitant a mis en œuvre depuis plusieurs années des colles et des vernis à faible émission de solvants. Les émissions globales atteignent environ 43 tonnes de COV. Ce document ne fait pas l'objet d'observation.
Observations : L'exploitant prévoit le remplacement prochain d'une machine de vernissage nécessitant moins de phase de nettoyage utilisant des solvants. Ce projet devra faire l'objet d'un porter à connaissance accompagné du gain estimé en émission de solvants.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet